

Comité technique d'établissement

Réunion du 25 juin 2019

Bilan de l'accord sur l'exercice des droits syndicaux

Note de présentation

Point pour information

I. Rappel sur les principes de l'accord relatif à l'exercice des droits syndicaux au Cerema

Le 14 décembre 2014, un accord a été signé par les représentants des fédérations des quatre organisations syndicales représentatives. Cet accord repose sur deux principes :

- la conviction que la qualité du dialogue social est un facteur clé pour la réussite de l'établissement,
- l'importance d'accorder une attention particulière à la reconnaissance de l'activité syndicale au sein du Cerema et aux conditions dans lesquelles les représentants du personnel dans les instances nationales et locales du Cerema et les représentants des organisations syndicales représentatives du Cerema sont en capacité de pleinement exercer leur mandat.

L'accord conforte les droits et apporte des moyens supplémentaires aux représentants syndicaux, en prenant en compte les différentes fonctions exercées ou mandats détenus.

Il est mis en œuvre localement et suivi par la DRH du Cerema (pôle « relations sociales » du service des politiques sociales, ex « service du dialogue social » - pôle RS/SPS de la DRH ci-après).

II. Eléments de bilan à disposition à ce jour, proposition d'une trame

L'accord prévoit la présentation d'un bilan « régulier » de la mise en œuvre du présent accord aux organisations syndicales, ce qui n'a pas encore été fait à ce jour.

A. Bilan qualitatif

Le constat global est celui d'un bon fonctionnement de l'accord. Le pôle RS/SPS de la DRH du service des politiques sociales atteste d'échanges de qualité avec les OS. Le circuit entre les OS, la DRH, et les services de proximité est bien rôdé, notamment en ce qui concerne la tenue des réunions des congrès syndicaux ou des organismes directeurs (article V de l'accord) de niveau national. Les OS ne signalent pas de difficulté.

Les réunions tenues dans le cadre de « Cerem'avenir » (chantier 8 dédié aux fonctions support et d'appui, groupe 4), au second semestre 2018, ont fait remonter un certain nombre de besoins concernant l'application de l'accord :

- besoin de repères « établissement », managers et tout agent sur les droits et moyens syndicaux, qui restent globalement des notions peu connues dans leur diversité et leurs spécificités (exemple : distinction entre les différents types de réunions syndicales ? quelles types de réunions sont à décompter dans les 20 et 30 jours des réunions de bureau et organismes, confusion autour des déplacements de « représentant auprès de la direction », avec des réunions d'instances par

exemple). Une orientation prise en réponse à ce besoin est l'élaboration d'une charte de gestion explicitant les différentes notions, modalités et circuits.

- besoin de précision et de sécurisation de la politique de déplacement pour les réunions à initiative syndicale : ordre de mission, utilisation des véhicules de service ;

- besoin d'allègement des bilans et processus de suivi actuels de l'utilisation des moyens : actuellement les données sont remontées via une enquête qui prend beaucoup de temps localement, pose certaines difficultés de recherche de l'information (ex : prix du billet de train) ainsi que des questions de fiabilité au niveau national : d'autant que la diversité des types de prise en charge rend le suivi complexe (exemple : participation à une assemblée générale d'un déplacement « représentant auprès de la direction »). Il est proposé d'utiliser les applications, SITT notamment, pour améliorer ce suivi et le faciliter.

B. Bilan quantitatif / financier

Ce bilan est structuré de la manière suivante :

1. Population concernée

Nombre d'agents :

- représentants élus dans les instances nationales et locales (présenté dans cadre bilan social)
- représentants désignés par les organisations auprès de la Direction du Cerema
- concernés par une décharges d'activité syndicale (partielles ou totales)
- total

2. Bilan financier

a - moyens matériels, principalement :

- abonnement fréquence seconde classe France entière (représentants auprès de la direction du Cerema, représentants dans les instances nationales)
- ordinateurs portables (représentants dans les instances nationales, permanents syndicaux)
- smartphones : représentants dans les instances nationales
- prise en charge de la reprographie et de l'acheminement d'une publication de 2 à 4 pages de format A4, dans la limite de quatre publications par organisation syndicale représentative et par an ; les publications sont adressées par lots aux relais désignés par l'organisation syndicale au sein des directions techniques et territoriales du Cerema : demandes ponctuelles.
- locaux : bilan réalisé dans le cadre du bilan social

b - frais de déplacement

- Assemblées générales (AG) et heures mensuelles d'information (HMI) (partie I-C de l'accord)

AG - réunion des adhérents d'une association (la condition d'adhésion ne pouvant en aucun cas être vérifiée), dans la limite d'une demi-journée ou une journée par assemblée dans la limite de deux journées par an. Portée à quatre jours, en 2014, 2015 et 2016 (phase de montée en régime du nouvel établissement) et en 2019 (Cerem'avenir).

HMI (partie I-C de l'accord) - réunion d'information à destination de tous les agents dans la limite d'une heure par mois, ou en cas de regroupement par les organisations syndicales des

réunions mensuelles en une réunion trimestrielle, dans la limite de trois heures par trimestre. La tenue des réunions ne peut conduire à ce que les autorisations spéciales délivrées aux agents souhaitant y participer excèdent douze heures par année civile, délais de route non compris (durées doublées en 2014, 2015, 2016 et en 2019).

- Déplacement des représentants désignés auprès de la direction de l'établissement – n'existe pas dans la réglementation, créé par l'accord Cerema : 15 déplacements par agent désignés, en dehors des réunions convoquées par l'administration ou prises en charge à autre titre.
- Activité institutionnelle des organisations syndicales - congrès syndicaux ou réunions des organismes directeurs. Selon l'accord, chaque OS représentative au niveau établissement a droit à la prise en charge de 5 congrès par an. Limite portée à 6 en 2019 (Cerem'avenir).

NB : question posée (Cerem'avenir) par les services gestionnaires de disposer de la liste des membres des organismes directeurs désignés conformément aux statuts des organisations.

Les dépenses liées à des déplacements sur convocation de l'administration, relevant du « droit commun », ne font pas l'objet d'un suivi dédié.